

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Economie, social, inégalités (France) > Transports (France) > Transports - SNCF, rail (France) > **Déclaration unitaire : Défendons tous les services publics ! Solidarité avec (...)**

Déclaration unitaire : Défendons tous les services publics ! Solidarité avec les cheminots et les cheminotes !

lundi 19 mars 2018, par [Alternative libertaire](#), [Ensemble !](#), [Gauche démocratique et sociale \(GDS\)](#), [Génération.s](#), [Groupe Parlementaire FI](#), [Les Ecologistes / EELV](#), [Nouvelle Donne](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [PCF](#), [PCOF](#), [PG](#), [République et socialisme](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mars 2018).

Voilà des années que les gouvernements successifs ont fait le choix de la privatisation des transports contre le climat, l'égalité et le social : sous-investissent dans le rail et investissement massif vers autoroutes et autocars, privatisés qui favorisent notamment l'explosion du trafic de marchandises par poids lourds.

Depuis 1997 et la création de RFF, la SNCF est toujours plus segmentée, pour casser le corps social cheminot et poursuivre les privatisations préconisées par les « directives » européennes. Aujourd'hui Macron pousse au bout la logique, de l'éclatement de la SNCF. Partout en Europe, les recettes qu'il veut appliquer produisent la disparition de lignes, l'explosion des prix, la vétusté des installations et des trains, la disparition du fret. C'est toute la population qui paie triplement l'addition : financièrement, par l'inégalité territoriale induite et par sa santé altérée par la pollution générée.

Après 20 ans d'une libéralisation amplifiée, l'empilement des directives européennes poussant dans ce sens, Macron propose d'achever le service public ferroviaire par ordonnances avec des conséquences dramatiques pour les usagers et l'aménagement des territoires. Pour y arriver, Il accable les cheminot.e.s, les faisant passer pour des privilégié.es qui, comme les retraité.es, les étudiant.es ou les chômeurs.e.s, ruineraient la France. La réalité est tout autre : ils et elles se battent pour sauver l'emploi des générations qui viennent.

Le train n'est pas qu'un moyen de locomotion, c'est un service public, un outil essentiel à la transition écologique et il est insupportable qu'il puisse s'arrêter aux portes des grandes métropoles. La bataille du service public ferroviaire est d'abord une bataille pour l'égalité.

Face à ce gouvernement, qui veut parachever la transformation d'un service public censé être guidé par l'intérêt général en une entreprise du CAC 40, les cheminots et les cheminotes ne sont comptables de rien. Pas plus que les étudiant.es qui perdent une partie de leurs APL, les retraité.es qui voient la CSG augmenter, les personnels de soins, les enseignant.es, les chômeurs.ses ou l'ensemble des fonctionnaires. Pas plus que les migrant.es qui subissent une politique indigne.

Macron et Philippe veulent en faire des bouc-émissaire ? Nous affirmons collectivement qu'ils et elles sont les victimes des politiques libérales menées depuis tant d'années, qui expliquent la montée de l'extrême droite partout en Europe.

Ils nous veulent désunis ? Nous répondons que nous serons dans la rue le 22 mars pour défendre l'accès au service public, à commencer par le ferroviaire, les cheminot.e.s, mais aussi l'ensemble des fonctionnaires et l'intérêt des usager.e.s.

Alternative Libertaire (AL), EELV, Ensemble, Gauche démocratique et sociale (GDS),

Génération.s, Groupe Parlementaire FI, NPA, Nouvelle Donne, PCF, PCOF, Parti de Gauche (PG), République et socialisme
